

Association des Sénats, Shooras et Conseils Equivalents d'Afrique
et du Monde Arabe

République Fédérale Démocratique d'Ethiopie-Addis-Abeba

les 24 et 25 septembre 2011

Exposé présenté par Son Excellence Monsieur. Kassa Teklebrhan
Président de la Chambre de la Fédération de la République fédérale
d'Ethiopie

A la 4ème Rencontre de concertation de l'Association des Sénats, Shooras et
Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe

L'exposé est intitulé :

Stratégies pour assurer la réussite des économies en développement
Des leçons de l'Ethiopie

1. Introduction

Le succès ou l'échec des politiques de développement dépend fortement des contextes nationaux, des politiques et des stratégies. En outre, toute économie en développement est également influencée par les conditions internationales ainsi que les politiques des autres pays et organisations internationales. Le développement durable est de plus en plus important non seulement au niveau national ainsi que le développement inégal ou le manque de développement est de plus en plus une menace non seulement pour la protection des droits de l'homme mais au niveau national et aussi international. Par conséquent l'apprentissage du développement durable et réussi devient beaucoup plus qu'une tâche académique.

En vue d'apprendre davantage du développement, nous étudions les raisons de l'échec. Beaucoup plus intéressant et plus prometteur semble être d'étudier les cas de réussites. En s'inspirant des cas réussis, nous pouvons apprendre ce qui a été bien fait et finalement, ces cas peuvent être des exemples à suivre pour d'autres pays. L'Éthiopie, bien qu'elle soit encore un pays pauvre, est l'une des histoires réussites de la politique de développement entrepris par un gouvernement déterminé. Dans une période du moins de vingt ans, le gouvernement éthiopien a transformé le pays qui subit d'une guerre civile et la famine vers l'un des pays qui aspirent à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici l'année 2015. L'aspiration va encore plus loin et il est prévu que l'Éthiopie sera transformée en une société à revenu moyen pendant les 10-15 prochaines années.

Ce document explique les principes nécessaires pour assurer la réussite du développement et analyse le processus socio-politiques et économiques entrepris en Éthiopie depuis 1991. Le document est fondé sur l'argument selon lequel la paix, la démocratie et le développement sont étroitement interdépendants et soutient que le succès du développement en Éthiopie est basé sur la stabilité politique et la bonne gouvernance sous un gouvernement démocratique fédéral qui respecte la diversité ethnique et garantit le droit à l'autodétermination de ses communautés et peuples. Depuis 1991, le développement en Éthiopie s'est inspiré des principes suivants:

- 1) une analyse critique des problèmes et des lacunes des pays en développement par ses dirigeants,
- 2) l'appropriation nationale du développement des objectifs et des stratégies qui correspondent au contexte du pays en développement,
- 3) la participation active des peuples dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des stratégies ainsi que le partage de leurs avantages,
- 4) l'engagement sérieux de la direction politique,
- 5) la révision périodique des stratégies et des politiques fondées sur une évaluation régulière, 6) le renforcement des capacités comme une stratégie et un principe afin d'atteindre les objectifs, et enfin l'adoption d'une approche économique stricte favorisant les pays pauvres.

Dans le cas de l’Ethiopie, un haut niveau de stabilité politique et sur laquelle, un développement remarquable a été témoigné, notamment la croissance à deux chiffres que le pays a connu au cours des huit dernières années. Le document met en lumière les stratégies appliquées en Ethiopie qui ont conduit à cette croissance et à l’attente que l’Ethiopie est susceptible d’atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Deux principes sous-jacents de toutes les stratégies peuvent être mentionnés ici: la reconnaissance que la ressource la plus importante du pays est la ressource humaine et la reconnaissance du droit à l’autodétermination des communautés et des peuples de l’Ethiopie. Le premier principe a conduit à la pleine participation des communautés et des personnes avec un taux de participation très élevé. Le deuxième principe d’adopter le système fédéral au pays permet à des communautés et des peuples de l’Ethiopie d’obtenir des chances égales de développement, y compris un soutien spécial pour les groupes précédemment défavorisés peuvent être l’un des points de départ les plus importants pour le succès.

Plus loin, le document reflète les stratégies actuelles pour transformer le pays en économie à revenu moyen à travers l’application d’un nouveau programme ainsi que le plan de croissance et de transformation.

Le document conclut sur les leçons tirées et de l’applicabilité de ces stratégies dans d’autres pays en développement. Cette partie du document fait la lumière sur l’importance de l’équité qui pourrait être utile dans d’autres contextes.

1. Développement en Ethiopie

L’Ethiopie est le berceau de l’être humain, a traversé des étapes de développement et de récession tout au long de son histoire. L’Ethiopie s’est transformée d’une civilisation très avancée à l’un des pays les plus pauvres en raison de la guerre et la répression. Actuellement, nous pouvons observer une renaissance des forces de l’Ethiopie. Cette analyse montrera comment ce changement a été fait pour le mieux.

Le constitutionnalisme, la démocratie et le fédéralisme

Comme dans de nombreux pays en développement, en Ethiopie, nous avons commencé le processus de développement suite à un changement de système radical. La première étape entreprise par la nouvelle direction politique du pays en 1991, était d’analyser profondément les problèmes et les causes profondes du faible niveau de développement ainsi que le contexte historique, culturel et géographique du pays. Basées sur l’hypothèse que les personnes, les institutions et les sociétés s’inspirent généralement de leurs propres expériences ainsi que celles des autres, des réalisations et des échecs des pays devraient être analysés avant tout. En faisant cela, une vaste étude des expériences des autres pays en matière de développement et d’éradication de la pauvreté a été entreprise.

Après avoir connu les problèmes internes et des vastes expériences d’autres pays, nous sommes également conscients que toutes les stratégies ne fonctionnent pas dans tous les contextes. Basé sur nos priorités, nous avons ensuite conçu des stratégies en conformité avec notre contexte. Le résultat de l’analyse du problème a conduit d’abord à une solution immédiate suggérant d’adopter une forme de gouvernement décentralisé et puis une forme de gouvernement fédéral pour répondre à la diversité de notre société.

L'Ethiopie est un pays d'une grande diversité ethnique, culturelle et religieuse. L'Ethiopie est composée de 75 groupes ethniques, comme ils ont tous une histoire distincte d'un Etat, des langues et des cultures distinctes, ils sont considérés comme des nations, communautés et des peuples. De plus, nous trouvons des adeptes de toutes religions abrahamiques en Ethiopie. Cette diversité a été considérée comme une menace par des régimes précédents et les peuples ont été opprimés, ce qui rendait difficile pour de grandes parties de la société à identifier eux-mêmes comme des Ethiopiens. Mais après 1991, cette approche a été complètement inversée. En commençant par la Charte provisoire et encore grâce à la Constitution de l'Ethiopie, la diversité est perçue comme un atout du pays.

Basé sur l'égalité des droits, tous les groupes ethniques, les peuples de l'Ethiopie jouissent d'un droit inconditionnel à l'autodétermination. Cela inclut le droit à l'auto-administration et va aussi loin pour le droit à la sécession du pays en cas de besoin. L'article en question, l'article 39 (4) de la Constitution éthiopienne a été critiqué par un certain nombre d'opposants qui affirment que le droit à la sécession constitue une recette pour le désastre et la désintégration du pays. Cependant vingt ans plus tard, aucune demande de sécession n'a été présentée et l'article 39 (4) a affirmé qu'il est plutôt un facteur de tenir-ensemble. En raison de l'engagement volontaire des peuples de reformer l'Ethiopie comme un Etat et parce que chaque peuple est libre de se séparer, en cas de besoin, une attention particulière est accordée pour éviter une situation où de tel besoin pourrait se faire sentir. Les nations, les peuples et communautés de l'Ethiopie s'attachent à cette constitution, la souveraineté du pays a été enracinée en ces peuples. Il n'est donc pas surprenant que des nations, des communautés et des peuples également interprètent cette Constitution par leur organe représentatif, au sein de la Chambre de la Fédération qui constitue la Chambre haute du Parlement éthiopien.

Dans cette Chambre législative, chaque nation, communauté et peuple ont au moins un représentant et une autre personne supplémentaire pour chaque million d'habitants. La Chambre de la Fédération, non seulement interprète la Constitution, mais résout également les conflits qui surgissent entre les Etats régionaux ou entre un Etat régional et le gouvernement fédéral. Plus loin, il développe et décide la répartition des taxes et fournit ainsi les Etats régionaux avec leur parts équitable des fonds pour mener à bien leurs tâches. Généralement, la Chambre de la Fédération s'occupe d'assurer un développement juste et équitable à travers le pays et de renforcer l'unité du pays dans le cadre la diversité du pays selon (article 62 de la Constitution et la Proclamation 251/2001).

La Constitution accorde à tous les groupes ethniques le droit d'utiliser et de développer leur langue et leur culture tout en leur assurant un statut égal dans la vie publique et privée pour la première fois dans l'histoire éthiopienne. Cela inclut le droit de chaque enfant d'obtenir l'éducation primaire dans leur langue maternelle. Contrairement aux régimes précédents, l'Etat et la religion ont été séparés, il n'y avait pas de religion dominante et permettant aux adeptes d'une religion à part égale dans le processus économique et politique.

En termes pratiques, cela signifie que toutes les nations, les communautés et les peuples ont des chances égales de participer aux processus politique et économique et ont un accès égal aux ressources et au pouvoir qui constitue un virage à 180 degrés en comparaison avec l'approche des régimes précédents. Cette égalité d'accès et la participation active au processus économique, à partir de la conception, de la mise en œuvre et du bénéficie des réalisations acquises, ont créé un environnement où les gens se sentent en sécurité et ont acquis la confiance nécessaire pour aspirer conjointement au développement ultérieur. L'environnement stable et démocratique est le fondement et la condition pour le développement en Ethiopie, autant que la distribution du développement équitablement parmi les états de l'Ethiopie est un facteur nécessaire pour maintenir la démocratie et la paix dans le pays dans l'avenir.

Fortement lié à l'inclusivité du gouvernement éthiopien sont sa réactions rapide qu'ant aux besoins de la population ainsi que les approches strictement pro-pauvres qu'il applique. La réactivité est le fondement de la responsabilité qui constitue un autre facteur déterminant de la réussite des efforts de développement et de la stabilité politique et la paix. Le système parlementaire et fédéral du gouvernement éthiopien assure que la responsabilité ne sera seulement au niveau fédéral, mais aussi il permet aux gens de traiter avec leurs affaires par eux-mêmes à l'échelle régionale et au niveau sous-régional. Les problèmes peuvent être résolus au niveau qu'ils se produisent, assurant ainsi les meilleures solutions.

La propriété à tous les niveaux

De l'expérience éthiopienne, nous pouvons affirmer que la condition la plus importante pour n'importe quel type de développement est la propriété. Pour comprendre cela, nous devons affirmer que nous avons une perception beaucoup plus large de la propriété que le concept étroit qu'un certain nombre d'organisations internationales utilisent. En ce qui concerne le développement, la propriété ne se réfère pas nécessairement à la propriété des ressources privées. Dans le contexte de développement, le partenariat signifie qu'une nation cherche le développement, qu'il soit économique, démocratique ou tout autre type de développement, doit avoir une volonté. La nation doit identifier ses propres problèmes et trouver ses propres moyens pour résoudre ces problèmes en définissant leurs propres priorités.

Cela ne signifie pas que l'aide extérieure serait rejetée. L'Éthiopie comme tout autre pays en développement a besoin de l'aide et le soutien des autres pays. Mais, quelle que soit la stratégie approuvée afin de réaliser, le développement doit être produit dans ce pays et non en dehors. Toutes les stratégies qui ne sont pas inspirées du peuple sont vouées à l'échec, alors que seulement les stratégies intériorisées vont réussir.

Le Partenariat dans le contexte éthiopien signifie également que non seulement le leadership politique et économique identifie les stratégies et les politiques du pays, mais aussi la population en général. En Éthiopie, les gens sont fortement participer aux projets de développement et au processus politique de la prise de décision à travers divers mécanismes.

La Constitution met en place un système fédéral garantissant à tous les groupes ethniques le droit à l'autodétermination. Les gouvernements régionaux prennent les décisions liées aux questions relatives de leur territoire et les gens qu'ils représentent. Toutes les régions ont élu démocratiquement des parlements et des gouvernements étant responsables devant les parlements et par conséquent le peuple. La décentralisation jusqu'au niveau des districts - en amharique "woreda" a renforcé cette tendance. Aujourd'hui, les programmes de développement sont localement adoptés et que les citoyens non seulement des bénéficiaires de services, des infrastructures et de l'amélioration des conditions de vie, mais aussi des décideurs. Les citoyens participent activement à travers les conseils locaux et au processus de la mise en œuvre des programmes. Près de la moitié de la population des jeunes gens est représentée dans les conseils établis localement qui sont élus dans des élections libres et équitables pour un mandat de cinq ans. Ce niveau élevé de propriété se manifeste au niveau de la satisfaction élevée par le peuple éthiopien quant aux services.¹

¹ The World Bank comes to the same conclusion in: Garcia, M. and A. S. Rajkumar (2008). Achieving better service delivery through decentralization in Ethiopia. Washington D.C., World Bank.

Comme cela a été mentionné plus haut, la propriété ne signifie pas qu'un pays en développement devrait être autonome tout en évitant l'aide extérieure. Les pays en développement n'ont pas de fonds nécessaire et le plus souvent peuvent généralement bénéficier de la connaissance et de l'expertise des autres pays. L'Éthiopie a beaucoup appris des expériences des autres pays et elle le fait encore. La stratégie appliquée consiste à rechercher de la coopération des donateurs qui sont prêts et capables de s'engager dans le partenariat direct avec l'Éthiopie où la décision finale au sujet des politiques est prise souverainement. La coopération a inclus les infrastructures et le développement des capacités ainsi que la coopération financière et industrielle.

Le développement des capacités

L'analyse du problème a montré que le manque général de capacités a été le problème le plus imminent. Par conséquent, une large gamme de stratégies de renforcement des capacités durables et systématique a été développée. Par exemple, en 1993, il y avait environ trois millions d'enfants inscrits dans les écoles, et au cours de la période 2007-2008, ce nombre a augmenté à près de 17 millions d'enfants inscrits dans les écoles.² Le ratio entre les étudiants et les étudiantes inscrites dans des écoles primaires et secondaires dans la classe de 1^{er} jusqu' au 8^{ème} est presque égal, 46,5 % des élèves étant des étudiantes. Au niveau des collèges et universitaire, le ratio n'est que légèrement inférieure, 45 % des inscrits sont des étudiantes. A titre de comparaison: en 1986, les statistiques de 2010 sont disponibles, montant que 5.3 % des enfants étaient inscrits dans l'enseignement secondaire (292 385 sur 5.5 millions). En 2009, le taux de scolarisation était de 38,1 ou (3.4 millions sur 8,8 millions) ce qui signifie une augmentation de 3.1 millions d'étudiants inscrits dans l'enseignement secondaire.³

Le développement des capacités a été entrepris, non seulement en termes de scolarité, mais aussi en termes de construction d'universités à travers le pays et dans la formation professionnelle ainsi que la fourniture d'opportunités de formation pour les dirigeants politiques ainsi que des fonctionnaires. Les résultats de ces efforts intégrés de développement des capacités se lisent comme suit: le nombre d'universités est passé à 22 universités en plus de quatre collèges gouvernementaux en 2010, les institutions de formation technique et professionnelle actuellement ont une capacité d'accueil de 430 562 étudiants par an.

Les diplômés de ces établissements reçoivent une formation technique et professionnelle dans les programmes nationaux et à travers divers programmes de coopération internationale, par exemple en vue de l'amélioration de l'ingénierie. Divers secteurs industriels ont été systématiquement renforcés à travers le pays. Ces efforts ont donné des résultats significatifs comme par exemple une augmentation significative de l'exportation des produits en cuir.

Le développement des infrastructures

Alors que les infrastructures (routes, télécommunications, aéroports, eau et assainissement) ont été à un niveau très basique, lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir en 1991, la situation 20 ans plus tard ressemble beaucoup mieux. Aujourd'hui, le réseau routier est bon en raison du fait que l'accent a été mis sur l'élargissement et l'amélioration du réseau routier. En ce qui concerne le transport aérien, l'Éthiopie est devenue le premier pays d'Afrique avec Ethiopian

² See CSA, <http://www.csa.gov.et/surveys/National%20statistics/national%20statistics%202008/Section%20P-%20Education.pdf>, viewed on August 17, 2011.

³ Ministry of Finance and Economic Development (2010). Growth and Transformation Plan (GTP) 2010/11-2014/15. Addis Ababa and Federal Democratic Republic of Ethiopia Population Census Commission (2008). Summary and Statistical Report of the 2007 Population and Housing Census: Population by Sex and Age. Addis Ababa.

Airlines qui est l'une des rares compagnies aériennes répondant aux normes internationales de sécurité et fournit ses services à travers le continent et au-delà. L'aéroport international d'Addis Ababa est devenu l'un des trois principaux aéroports au niveau du continent.

Les investissements dans l'infrastructure ont bénéficié directement les agriculteurs pauvres ce qui l'a permis de transformer l'agriculture de subsistance vers l'agriculture orientée et plus spécialisée. Aujourd'hui, les agriculteurs, non seulement peuvent facilement transporter leurs marchandises vers les marchés, l'agriculteur a également les moyens d'obtenir des nouvelles informations sur les prix du marché et des demandes par des moyens modernes de télécommunication.

La grande expansion des routes et des transports aériens a permis aux producteurs des zones rurales de vendre leurs produits dans les zones urbaines qui ont également connu un développement rapide. Les Capitales régionales deviennent des centres sous-nationaux de commerce et d'industrie, l'afflux de personnes vers la capitale, Addis-Abeba est relativement faible en comparaison avec les pays en développement. Le développement équitable à travers le pays permet aux structures sociales de maintenir en place et d'évite des problèmes sociaux et même criminels.

L'équité et les avantages pour toutes les catégories de la société

L'équité et le bénéfice de la société dans son ensemble est un autre principe important, le gouvernement éthiopien poursuit ses efforts pour développer et stabiliser le pays. Cela signifie que les stratégies et les politiques sont conçus avec le peuple et pour le peuple. Il est pris en charge pour que l'amélioration des infrastructures et des services sociaux soient effectuée à travers le pays assurant que la constitution a octroyée le droit de tous les gens d'avoir accès aux mêmes services.

Les transferts fiscaux du gouvernement fédéral au niveau régional ont mis fin aux déséquilibres tout en accordant une attention particulière aux régions émergentes qui avaient été négligés et défavorisés par les régimes précédents. L'attention particulière accordée aux régions émergentes démontre une nouvelle fois la solidarité qui est l'un des piliers importants de la Constitution et des stratégies du gouvernement.

L'équité et certaines idées néolibérales ne s'entendent pas les unes avec les autres. En Éthiopie, l'équité est au-dessus des principes aveugles du marché ce qui signifie que le gouvernement n'est pas prêt à accepter toutes les idées du droit international idéologies néolibérales. Chaque proposition ou idée est analysée d'abord et seulement adaptée si elle sert l'approche générale de l'équité. La réticence à acheter toutes les idées néolibérales s'est avérée très utile lors de la crise bancaire et financière internationale: parce que notre secteur bancaire est très réglementé, nous n'avons pas rencontré notre propre crise financière et bancaire. Merci pour cela, nous avons rencontré les effets externes de la crise tout en étant protégé d'une crise interne.

Tableau 1 Les objectifs de la croissance et de la performance sous PASDEP

Secteur	Taux de croissance (2005/06 – 2009/10)		Taux de croissance atteinte (2005/06 – 2009/10)
	En cas de bas Scénario	En cas de haut Scénario	
Le PIB réel (%)	7.0	10.0	11.0
Agriculture et activités liées	6.0	6.4	8.00
Industrie	11.0	18.0	10.0
Services	7.0	10.0	14.6

(Source: Ministère des Finances et du Développement économique 2010)

Le tableau 1 montre les objectifs, la direction a établi le plan quinquennal, le Plan de développement accéléré et soutenu contre la pauvreté. Comme nous pouvons le voir dans le tableau, la croissance minimum du PIB a été de 7 %, la croissance maximum au cours de 2005-2006 et 2009-2010 a été de 10 %. Dans la colonne de droite, nous pouvons voir que la croissance réelle a dépassé les attentes les plus optimistes et atteint 11 %. Nous pouvons également voir que la croissance prévue dans l'industrie, a été plus élevée que les objectifs les plus optimistes.

Les stratégies intégrées de budgets équilibrés et de meilleurs services

Les stratégies et les politiques doivent s'adapter au contexte du pays où elles vont être appliquées et elles doivent inciter le changement en vue de surmonter les carences. C'est un des aspects les plus problématiques de la politique de développement. Généralement, les gens craignent le changement en raison de facteurs divers: certains craignent de perdre des privilèges, du statut ou du pouvoir ou de l'influence. D'autres craignent d'être laissés derrière, car ils pourraient se sentir incapables de suivre le rythme des nouvelles technologies et des idéologies. Par conséquent un accord concernant les objectifs entre le gouvernement et la société doit être établi. Les stratégies choisies doivent dans le même temps s'adapter au contexte et le modifier afin de parvenir à le changer et les objectifs convenus. Comme nous pouvons le voir dans les exemples ci-dessus, l'Ethiopie a réussi à trouver cet équilibre.

Comme cela a été mentionné précédemment, les stratégies doivent être sensibles au contexte. De plus, les stratégies pour les différents secteurs doivent être intégrées afin d'éviter que les différentes stratégies sectorielles s'entravent. Par exemple, une stratégie d'industrialisation stricte pourraient ignorer les aspects environnementaux ou culturels qui ont été mis en œuvre et pourrait alors empêcher tout nouveau développement durable.

Stratégie et développement des politiques doivent faire en sorte que toutes les stratégies et les politiques se conforment aux objectifs et qu'aucune des stratégies ou politiques n'aient des répercussions négatives sur les autres stratégies. Afin d'atteindre cet objectif, la mise en œuvre des stratégies doit être étroitement surveillée. La surveillance ne signifie pas seulement l'observance de l'avancement de la mise en œuvre des stratégies mais aussi l'impact des ces stratégies sur tous les secteurs.

Depuis l'établissement de ce gouvernement en 1991, il a mis l'accent sur les stratégies bénéficiant à la vaste majorité de la population avec une politique économique stricte pro-pauvre. Cette politique, tout en ayant été critiquée par certaines organisations internationales, a été basée sur le statu quo socio-économique du pays en 1991. Le gouvernement a encouragé l'industrialisation de l'agriculture, en se concentrant sur l'atout le plus important du pays: le peuple et la main d'œuvre.

Grâce à un transfert rapide vers la technologie permettant aux agriculteurs de se moderniser et de fournir l'accès à l'éducation et les infrastructures, le pays a réalisé du progrès significatif en matière de développement. Aujourd'hui, le pays a avancé grâce à l'industrialisation, en se concentrant sur les petites et moyennes entreprises, permettant à la majorité de la population de faire partie de ce développement. Cette politique ne se trouve pas dans toutes les approches du marché néolibéral, et elle se concentre sur le développement équitable. Le gouvernement s'efforce à corriger des défaillances du marché chaque fois qu'ils menacent le bien-être de la grande partie de la société. Des exemples pour l'efficacité de cette politique peuvent être vus dans l'impact relativement faible de la crise financière mondiale sur le marché éthiopien et de la croissance économique constante, malgré l'inflation.⁴

Autre chiffre qui démontre le succès des stratégies de développement de l'Éthiopie est le développement de la différence entre les recettes intérieures, l'aide et les prêts. Alors que les recettes provenant des impôts directs a presque triplé entre 1999 et 2002, les revenus de la taxe sur le commerce extérieur a presque doublé, les emprunts ont été tenues relativement constante et l'aide étrangère n'a pas sensiblement augmenté. Cela signifie que dans les quatre années analysées, l'économie est devenue beaucoup plus durable et a permis au gouvernement d'augmenter les investissements dans les infrastructures, l'éducation et dans les autres services.

4 Teshome A. (2011). "Sources of Inflation and Economic Growth in Ethiopia", Part II, AigaForum, http://aigaforum.com/articles/Inflation_and_Growth_Ethiopia_Part2.pdf, reviewed September 1, 2011

Tableau 2 Aperçu du statu quo de l'économie en 2009/2010

Secteur	2009-2010
Telecom	
La densité des compagnies des portables (pour 100)	1.5
Couverture des services téléphoniques de 5km (%)	49.3
Abonnés au téléphone fixe (en millions)	1.2
Abonnés au téléphone mobile (en millions)	7.6
Abonnés du service Internet (en millions)	0.20
Développement urbain et de logement	
Réduire le taux de chômage urbain dans les villes sous un développement de logement intégré (000)	176
Fourniture de logements et de services de base (nombre d'unités de logement)	213,000
Réduction des zones de bidonvilles (%)	40 (2000)
Éducation	
Taux brut de scolarisation primaire (1 à 8) (%)	94.2
Ratio de filles par rapport aux garçons dans les écoles primaires	0.93:1
primaire: taux d'obtention de livres scolaires	1.25:1
primaire: taux d'adhésion	87.9
Secondaire : taux d'adhésion des filles	38.1
Institutions gouvernementales avec une grande capacité d'admission (sous diplômé)	185,788
Capacité d'accueil EFTP	430,562
Taux d'alphabétisation des adultes(%)	36
Santé	
Services de santé primaires de couverture (%)	89 (2008/09)
Moins de cinq ans Taux de mortalité (pour 1000)	101
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000)	590
Taux de prévalence contraceptive (TPC) (%)	55
Proportion d'accouchements assistés par un personnel qualifié (%)	25
La couverture de vaccination DTC 3 (%)	81.9
Pourcentage des ménages dans les zones impaludées en millions (%)	100

(Source: Ministère des Finances et du Développement économique 2010)

Les efforts du gouvernement ont conduit non seulement aux budgets plus équilibrés, mais aussi à une augmentation significative dans les services, les infrastructures, les capacités et les activités économiques. Le secteur privé très faible est renforcé et les activités sont entreprises afin d'encourager les citoyens à créer des opportunités d'emplois. Dans le même temps, les investisseurs nationaux et internationaux sont accueillis chaleureusement. Le tableau 2, donne un aperçu du statu quo de l'économie au cours de la période 2009-2010. Les chiffres montrent les résultats obtenus dans tous les secteurs.

Si nous regardons dans les données concernant le bénéficiaire de la croissance économique en Ethiopie, nous pouvons clairement voir que la croissance économique est une croissance pro-pauvres, ce qui signifie que la croissance économique est en faveur de la grande partie de la population et de la société au sens large, y compris le développement social. Par exemple, l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural ont augmenté de 17 % en 2000 à 66 % en 2009, l'abonnement au service de l'internet est passé de 4000 abonnés en 2000 à 71.000 abonnés en 2009 et le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté ont été réduits de près de 15 %.⁵

La capacité et l'engagement du leadership et l'évaluation périodique des stratégies et des politiques

Le leadership joue un rôle important dans le développement. Les dirigeants éthiopiens ont identifié les problèmes, les défis et les sources de conflits et les meilleures solutions proposées pour résoudre ces problèmes. Il assure également le renforcement des capacités à tous les niveaux et de manière adéquate.

Le leadership doit aussi être responsable et honnête. Dans le cas éthiopien, la direction n'a pas seulement prouvé à remplir ces deux exigences, mais il est aussi en mesure d'identifier les programmes nécessaires et de les appliquer correctement. En d'autres termes, les dirigeants éthiopiens ont prouvé une intégrité et une vision claire pour transformer le pays pour le mieux.

Toutes les stratégies et politiques décidées et mises en œuvre impliquent un engagement massif de la direction. En Ethiopie, nous pouvons observer un engagement de haut niveau. Les dirigeants sont constamment à jour leurs propres connaissances et à assurer la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de développement, la prise des décisions éclairées et l'évaluation des programmes.

Le gouvernement travaille sur la base des plans quinquennaux à chaque niveau de gouvernement. Toutes les approches du gouvernement sont strictement pro-pauvres, et donc répondant aux besoins de la majorité de la population. Des plans sont constamment surveillés et évalués régulièrement. Basé sur ces évaluations, des modifications sont apportées. La direction assure une qualité grâce à la formation régulière pour les dirigeants politiques ainsi que les fonctionnaires. Sur la base des résultats du plan précédent, le Plan de développement accéléré et soutenu contre la pauvreté (PASDEP), qui avait été conçu en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que le Plan de croissance et de transformation ont été développés.

⁵ See e.g. Table 2 and Teshome A. (2011). "Sources of Inflation and Economic Growth in Ethiopia", Part II, AigaForum, http://aigaforum.com/articles/Inflation_and_Growth_Ethiopia_Part2.pdf, reviewed September 1, 2011

La bonne gouvernance et la stabilité politique

Aucune réussites mentionnées ci-dessus ne seraient pas possible sans une stabilité politique. Après une longue période de guerre civile et de répression, la stabilité politique a commencé à évoluer en 1991 dans ce pays. Depuis lors, une Constitution démocratique fédérale garantit l'accès égal aux ressources politiques et économiques pour toutes les catégories de la population de la société. Le gouvernement a établi des structures démocratiques avec des élections libres et équitables qui se tiennent tous les cinq ans à tous les niveaux de gouvernement. Dans un système parlementaire, le gouvernement est responsable devant le parlement et le parlement représente le peuple. D'énormes efforts ont été déployés non seulement avec les électeurs mais aussi avec la sensibilisation des citoyens à l'égard de leurs droits. Il en résulte un environnement où la grande majorité s'identifie avec l'Ethiopie et apprécie les efforts entrepris et les résultats obtenus. Même si certains pays voisins de l'Ethiopie ne sont pas pacifiques ou amicaux, l'Ethiopie s'efforce de maintenir la gestion de stabilités politiques, malgré les tentatives de certains gouvernements voisins de perturber la paix et la stabilité du pays.

L'Ethiopie a accepté de participer à l'évaluation intra-africaine de la bonne gouvernance, a permis aux observateurs internationaux de surveiller les élections et a coopéré avec un grand nombre d'autres pays en matière de bonne gouvernance. Les gens sont encouragés à signaler tout signe d'absence de bonne gouvernance par des institutions internationalement bien connues, dans des institutions gouvernementales telles que la Commission électorale nationale, la Commission des droits de l'homme, l'Institute de l'Ombudsman et la Chambre de la Fédération pour évaluer sa capacité à interpréter la Constitution et à assurer que les droits de l'homme sont respectés. Les enquêtes montrent qu'il ya une augmentation de la confiance dans les institutions qui représentent la population.

Jusqu'à ce qu'un certain nombre pays en développement où des gouvernements affirment que la démocratie ne pouvait être mise en œuvre que suite à la réalisation du développement, l'Ethiopie est à la fois, un système de développement et de démocratie. La direction est convaincue que le développement durable ne peut être réalisé que dans un système démocratique avec un gouvernement responsable. Les signes de la corruption ne sont pas tolérés, mais combattu. Les réussites atteintes prouvent cette hypothèse: depuis 1991, l'Ethiopie a connu une croissance économique et un développement et les gens participent activement à l'économie ainsi qu'au processus politique à travers des élections libres et équitables.

Au-delà de l'intérêt national au développement, l'Ethiopie a assuré également la poursuite de la politique et de la diplomatie pacifique et amicale. Être conscient que seule la stabilité politique nationale et la paix ne sera pas suffisant, mais la paix extérieure est également très importante, le gouvernement suit le principe de la diplomatie des bénéfices mutuels avec les pays voisins et avec d'autres pays. Aucune politique de l'Éthiopie n'est nuisante pour tout autre pays et aucune idée de l'Éthiopie n'est imposée à tout autre pays. L'Ethiopie a fortement contribué à assurer la paix en Afrique à travers des missions internationales de maintien de paix et fonde son développement avec succès sur une coexistence pacifique avec tous les autres pays.

Transformer le pays en économie à revenu moyen

Sur la base des résultats des plans précédents et de l'évaluation des politiques et des stratégies, le gouvernement éthiopien a été en mesure de fixer des nouveaux objectifs pour l'avenir. Comme nous l'avons vu dans le tableau 1, le plan précédent, PASDEP a été très ambitieux et toujours, le succès s'est avéré encore plus élevé que les attentes les plus optimistes. L'environnement politique stable et sûr a motivé et mobilisé les gens à devenir les moteurs du développement.

Alors que le pays devrait atteindre les Objectifs de développement du Millénaire, le gouvernement veut transformer l'économie en économie à revenu moyen dans les dix prochaines années à travers le Plan de croissance et de transformation (ODM). Basée sur l'expérience avec PASDEP, la croissance ambitieuse et le plan de transformation a de bonnes chances pour être réalisés.

Un plan de croissance et de transformation, comme PASDEP, suit le principe de la croissance pro-pauvre économique et poursuit les objectifs suivants :

1. Maintenir au moins un taux moyen de croissance du PIB de 11% et atteindre les objectifs de développement du Millénaire,
2. Développer et assurer les qualités de l'éducation et les services de santé ainsi que la réalisation des objectifs de développement du Millénaire dans les secteurs sociaux,
3. Établir des conditions favorables pour la construction de l'état durable à travers la création d'un Etat démocratique stable et le renforcement du développement,
4. Assurer la durabilité de la croissance en réalisant tous les objectifs ci-dessus dans un cadre macroéconomique stable.

Stratégies pour atteindre les objectifs de l'ODM peuvent être résumés comme suit:

1. Soutenir une croissance économique équitable et plus rapide
2. Maintenir l'agriculture comme une source majeure de croissance économique
3. Créer des conditions favorables pour l'industrie pour jouer un rôle clé dans l'économie
4. Amélioration de l'expansion et la qualité du développement des infrastructures
5. Amélioration de l'expansion et la qualité du développement social
6. Renforcement des capacités et de la bonne gouvernance
7. Promotion de la responsabilisation des femmes et des jeunes
8. Assurer des avantages équitables pour la société tout entière

Dans chacune de ces stratégies et ces activités des cibles objectifs ont été développées et sont actuellement mis en œuvre. Le tableau 3 donne un aperçu sur les objectifs de la croissance et le plan de transformation jusqu'aux années 2014-2015.

Tableau 3: développement attendu dans le cadre des ODM

Secteur	par an(2009-2010)	moyenne des cinq années (2010/11-2014/15)	
		Cas bas	Case haut
L'agriculture et des activités alliées	6.0	8.1	14.9
Industrie	10.2	20.0	21.4
Services	14.5	11.0	12.8
Le PIB réel	10.1	11.2	14.9

(Source: Ministère des Finances et du Développement économique 2010)

Basé sur la forte mobilisation du peuple, qui est allé même au-delà des attentes du leadership du pays, un changement qualitatif est très susceptible de se produire. La structure économique du pays se modifie de manière significative et rapide conduisant à une forte augmentation du volume des exportations. En raison de la tendance vers le développement et les acquis faits dans ce sens, la participation du peuple est également accélérée.

3. Conclusion

Le succès du développement économique dépend de divers facteurs. Alors nous pouvons conclure qu'il n'ya pas de recette toute faite pour le succès, nous pouvons encore apprendre un certain nombre de leçons du cas de l'Éthiopie. Tout d'abord, le gouvernement éthiopien, en venant au pouvoir en 1991, a immédiatement commencé à corriger les injustices commises par les régimes précédents. Le gouvernement a immédiatement adopté le droit à l'autodétermination des peuples et des communautés de l'Éthiopie afin de leur permettre de décider de leur destin par eux-mêmes tout en fournissant une assistance et un soutien en termes de l'égalité fiscale, de l'infrastructure et du développement de services ainsi que le renforcement des capacités.

La constitution démocratique fédérale fournit le cadre pour un développement équitable qui a été par conséquent mis en œuvre et poursuivie par le gouvernement. Le développement équitable pourrait être un de ces facteurs de la réussite qui peut servir dans d'autres économies en développement. L'équité fournit la base pour une coexistence pacifique des diverses sociétés, car elle empêche les injustices et la négligence de certaines parties de la société. L'équité avec les principes de bonne gouvernance donne à nouveau la condition nécessaire pour obtenir la paix et la stabilité politique, ces deux facteurs sont essentiels pour assurer un développement durable.

Une deuxième idée exportable pourrait être l'importance accordée aux besoins de la société et l'insistance de la mise en application et de la mise en œuvre de ces stratégies qui est conforme au contexte et les besoins tout en négligeant et en rejetant toutes autres idées inconvenables. Cela pourrait impliquer des rencontres moins agréables avec des partenaires internationaux, mais à la fin des gouvernements sont responsables devant leur peuple et pas devant les organisations internationales. L'objectif est le développement, la paix et la stabilité non l'essai des idées.

Le troisième facteur qui pourrait être applicable dans tout autre pays, c'est l'engagement et l'intégrité de la direction. Les dirigeants éthiopiens sont fortement attachés à la paix, à la démocratie et au développement. Les dirigeants sacrifient leurs vies en faveur de l'amélioration du pays et non l'inverse comme on peut le voir dans certains autres pays. Ce type de leadership pourrait être exercé dans d'autres pays.

Un quatrième facteur est le système de succession, les dirigeants éthiopiens ont été développés dans le but de maintenir l'élan de développement. N'étant pas satisfaite de succès à court terme, mais ils se concentrent sur le développement à long terme pour prévenir une économie de rente par l'établissement d'un système compétitif prêt à réviser les stratégies au bon moment ce qui a aidé notre pays. Cela pourrait travailler dans d'autres environnements de développement aussi.

Enfin, le succès de l'Éthiopie est fondé sur l'idée de la direction que le peuple constitue la principale ressource du pays. Cela signifie que les gens doivent être activés pour être actif, prêt à changer leur mentalité en faveur du développement et que les droits des gens n'ont pas seulement à être respectés et protégés, mais que toutes les politiques doivent bénéficier à la majorité de la population et non seulement des petits groupes et des élites.

L'Éthiopie, tout en étant un pays pauvre, a parcouru un long chemin au cours des vingt dernières années. Être conscient qu'il reste beaucoup à faire, le pays peut être fier de ce qui a déjà été atteint. La confiance en Ethiopie comme un endroit sûr pour les investissements locaux et étrangers a augmenté de manière significative ce qui a traduit par une augmentation des investissements qui stimulent à nouveau le développement économique.

4. Références

Central Statistics Agency of FDRE (2010). "National Statistics Abstract." Retrieved 18.08.2011, from http://www.csa.gov.et/index.php?option=com_rubberdoc&view=category&id=75&Itemid=561.

Federal Democratic Republic of Ethiopia Population Census Commission (2008). Summary and Statistical Report of the 2007 Population and Housing Census: Population by Sex and Age. Addis Ababa.

Garcia, M. and A. S. Rajkumar (2008). Achieving better service delivery through decentralization in Ethiopia. Washington D.C., World Bank.

Ministry of Finance and Economic Development (2010). Growth and Transformation Plan (GTP) 2010/11-2014/15. Addis Ababa.

Teshome A. (2011). "Sources of Inflation and Economic Growth in Ethiopia", Part II, AigaForum, http://aigaforum.com/articles/Inflation_and_Growth_Ethiopia_Part2.pdf, reviewed September 1, 2011